

“On peut supprimer l’institution provinciale”

- Catherine Fonck (CDH) veut porter deux grands chantiers: la suppression des Provinces et la participation citoyenne.
- Elle veut un contrôle renforcé de la probité en politique.
- Elle endosse au sein de son parti le rôle de “Madame Propre”

Bio Express

- **Age :** Catherine Fonck a 48 ans.
- **Formation :** médecin néphrologue (diplômée de l'UCL en 1993).
- **Fonctions occupées :** elle a été ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé en

Communauté française de Belgique de 2004 à 2009; ainsi que Secrétaire d'Etat à l'Environnement et Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles au sein du gouvernement fédéral (2014).

- **Actuellement :** elle est cheffe du groupe CDH à la Chambre.

Entretien Frédéric Chardon et Antoine Clevers

Le scandale “Publifin” n’a pas que des conséquences politiques en Wallonie. Au fédéral aussi, on réfléchit à moraliser encore un peu plus la vie publique. Le groupe de travail sur le renouveau politique a d’ailleurs été installé mardi à la Chambre des représentants. La cheffe de groupe CDH, Catherine Fonck, livre sa vision des “affaires”. Pour elle, il s’agit d’une opportunité pour plus de transparence.

Dans le climat actuel, les partis n’ont plus d’autres choix que de jouer le jeu de la transparence...

Il y a une formidable opportunité à saisir pour faire bouger les lignes. La priorité des priorités est que les politiques aient un comportement exemplaire. Et si ce n’est pas le cas, il faut resserrer une série de règles: sur la hauteur des rémunérations, le cumul des mandats, le contrôle de l’argent public grâce à la transparence... Nous devons agir avant que la pression ne retombe. L’oubli va passer par là...

Quelle doit être, selon vous, “la” priorité ?

Je vois deux chantiers. Le premier: les trop nombreux niveaux de pouvoir dans notre lasagne institutionnelle – Régions, Communautés, communes, Provinces, intercommunales... C’est générateur d’inefficacité parce que tout monde est compétent, mais personne n’est responsable. On a trop de niveaux de pouvoir, trop de structures, trop de mandataires. A titre personnel, je pense qu’on peut supprimer l’institution provinciale, tout en redistribuant ses compétences.

Pensez-vous que c’est réalisable? Il y a eu et il y aura de fortes résistances politiques...

J’ose espérer que les politiques vont avoir le courage d’admettre qu’on ne peut pas continuer de la même manière. Si, in fine, ce n’est pas l’institution provinciale que l’on supprime, mais toute une série d’autres couches dans le système, comme ces intercommunales “pouppées russes” où chaque structure en cache d’autres, je me dis qu’on aura aussi gagné. On parle de Publifin. Mais il y a aussi d’autres petits “Publifin” cachés à démasquer.

Et le deuxième chantier dont vous parliez ?

Je pense que les citoyens ont largement le sentiment d’être mis de côté, de ne pas être entendus. Je trouve qu’il n’y a pas suffisamment de place pour la participation citoyenne.

C’est ce que tout le monde dit. Que proposez-vous pour remédier à cela ?

Je crois au modèle du jury d’assises. Donc pas sur la base d’une question à laquelle on répond par oui ou non (comme dans le cas du référendum, NdlR). Au contraire, des citoyens pourraient débattre entre eux dans la perspective de dégager une solution commune.

Où pourraient se tenir ces débats citoyens ?

J’ai beaucoup d’estime pour le Sénat. Mais reconnaissons que dans sa forme actuelle (un Sénat des régions et des communautés, NdlR), il

peine à convaincre... Il faut remplacer le Sénat par une chambre citoyenne.

L’un des éléments qui a choqué l’opinion publique, c’est la hauteur des émoluments perçus par certains mandataires publics. Les députés PTB étaient-ils dans le bon en dénonçant ces salaires et en soulignant que, eux, ils touchent 1 800 euros par mois ?

Au PTB, ils n’ont pas 1 800 euros par mois... Ils perçoivent la même indemnité que tous les autres parlementaires. Après, en interne, ils redistribuent l’argent et ils financent probablement d’autres choses. Leur discours est un peu simpliste. En revanche, je trouve qu’il y a des niveaux de rémunération totalement indécents.

La rémunération du président de la Chambre, le N-VA Siegfried Bracke (environ 16 000 euros net par mois) ?

Oui, je trouve que c’est indécent. Il est le premier personnage politique du pays. Ce qu’il touche, c’est trop. Il y a aussi des cumuls qui mènent à des rémunérations indécentes, comme on l’a vu avec Publifin. Inversement, j’ai entendu Louis Michel (député européen MR) dire que 4 800 euros par mois

pour un parlementaire, c’est un salaire de misère. Non, hein ! L’indemnité parlementaire est confortable et elle suffit. Les députés doivent s’investir pleinement dans ce qu’ils font. Entre les discours extrêmes de Louis Michel et du PTB, il faut raison garder.

A vous entendre, vous défendez le décumul député-bourgmestre ?

J'ai toujours été clair à ce sujet. A titre personnel, je suis persuadée que le décumul est une bonne chose. Cela permet au parlementaire de s'investir à temps plein dans sa fonction – et ça demande du temps. Je pense aussi que concentrer tout le pouvoir dans quelques mains, ce n'est pas l'idéal.

“La rémunération de Siegfried Bracke est indécente. Il est le premier personnage politique du pays. Ce qu’il touche, c’est trop.”

“Il faut un gendarme pour contrôler les politiciens”

Décumul, suppression des provinces, participation citoyenne... Ce sont des projets que porte Ecolo depuis longtemps. Cette formation a eu raison avant tout le monde ?

Je ne sais pas. Et franchement, je m'en fiche. Je crois qu'on peut rassembler, dans tous les partis, des gens qui veulent avancer sur cette envie de renouveau. Il y a un momentum à saisir. J'y crois ! Vous savez, étant moi-même en politique, je me dis parfois que la politique, c'est à désespérer tellement on sent les dogmes, les jeux majorité-opposition, la partocratie, les niveaux de pouvoir... Si on ne profite pas de ce qui se passe pour le moment, quand va-t-on le faire ?

Votre parti a-t-il bien réagi, selon vous, après l'éclatement du scandale Publifin ?

C'est le parti, mais aussi le gouvernement wallon où nous sommes présents. Je pense qu'il y a une prise de conscience à la mesure de l'extrême gravité de ce qui se passe. Le gouvernement wallon a avancé assez vite. Le cadastre des mandats et des rémunérations est lancé, il y a la volonté de revoir les structures, de rendre incontournables des règles qui ont été contournées, etc. Cela dit, un volet a été insuffisamment réalisé, celui du contrôle et de la sanction. Des pratiques ont échappé aux radars. Il faut donc renforcer le contrôle. Et prévoir des sanctions. Il faut un gendarme.

“La politique, c'est à désespérer tellement on sent les dogmes, les jeux majorité-opposition, la partocratie, les niveaux de pouvoir...”

Qui pourrait être ce gendarme ? La Cour des comptes, qui reçoit déjà les déclarations de mandats ?

Peu m'importe. En tout cas, une instance avec une indépendance suffisante. Un exemple : le plafond des revenus (150 % de l'indemnité parlementaire, Ndlr). Qui contrôle ça ? Je n'en sais rien... La question se pose aussi sur la sanction. Elle doit aller jusqu'à l'inéligibilité. Il y a eu un estompelement manifeste des normes chez certains politiques. Vous vous rendez compte qu'il y en a qui parviennent à se faire payer leurs émoluments publics via une société de management ! ? (le député PS Alain Mathot, notamment, Ndlr). Puisque les gens ne savent pas eux-mêmes avoir un comportement éthique, il faut verrouiller les règles. Avec des sanctions fortes.

Pour en revenir au CDH, votre position sur le décumul, la suppression des provinces... n'est pas forcément partagée par tous.

Il y a des discussions en cours. Je ne suis pas porte-parole du parti, c'est à Benoît Lutgen que revient le rôle de donner la ligne. Il y a en tout cas une diversité d'opinions. Je ne dirais pas à ce stade que je suis toute seule au CDH à vouloir faire évoluer les choses, il y a une vraie volonté au sein du parti.